

## L'OIT condamne le non-respect des droits des travailleurs par la junte fidjienne (21.11.11)

**Bruxelles, le 21 novembre 2011 (CSI EnLigne) : l'Organisation Internationale du Travail des Nations-Unies a vivement condamné la junte militaire fidjienne qui bafoue les droits des travailleurs. Le Comité de la Liberté Syndicale de l'OIT y a décrit la situation comme « extrêmement préoccupante » et nécessitant d'urgence une attention particulière. Cette décision fait suite aux arrestations de Daniel Urai, Président de la centrale syndicale nationale, FTUC, le 29 octobre et de Felix Anthony, Secrétaire général de l'organisation, le 5 novembre. Des représentants des travailleurs ont eux été victimes de harcèlement, d'intimidation et de violences physiques.**

« Le régime militaire au pouvoir aux Fidji est en train de transformer le pays en une véritable dictature et semble déterminé à détruire les syndicats dans le cadre de sa stratégie visant à mater la contestation et à empêcher la société civile de s'exprimer », a déclaré Sharan Burrow, Secrétaire générale de la CSI. « Ce régime doit se détourner de ce chemin destructeur et permettre un retour de la démocratie aux Fidji. »

Les arrestations d'Urai et d'Anthony et leur interdiction de voyager surviennent dans le cadre de la récente promulgation d'un « décret relatif aux services essentiels » qui abolit le droit à la représentation syndicale pour une grande partie de la main-d'œuvre fidjienne. Ce décret, écrit pour le régime militaire par un cabinet d'avocats américain, abolit les droits aux négociations collectives de nombreux travailleurs, impose de lourdes restrictions aux personnes occupant des fonctions syndicales et supprime le droit de grève et le salaire minimum dans l'ensemble des secteurs de son champ d'application.

« La CSI et ses partenaires syndicaux internationaux vont redoubler d'efforts pour lutter contre la junte militaire fidjienne dont l'objectif est l'abolition des droits des travailleurs et appellent tous les gouvernements à faire pression sur ce régime militaire, » a déclaré Sharan Burrow.

Le Conseil australien des syndicats (ACTU) et l'organisation patronale nationale, ACCI, ont ensemble vivement condamné les actes de la junte militaire tout comme les représentants syndicaux, lors de la réunion du Conseil d'administration de l'OIT qui s'est tenue ce week-end, par l'intermédiaire de son Groupe des Travailleurs <http://www.ituc-csi.org/ilo-workers-group-statement-on.html> .

La CSI représente 175 millions de travailleurs au sein de 308 organisations affiliées nationales dans 153 pays et territoires.

Site Internet : <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>